**CONTRIBUTION DE L’ANAPRODH A LA DEUXIEME SESSION DU FORUM SUR LES DROITS DE L’HOMME, LA DEMOCRATIE ET L’ETAT DE DROIT DU 22 ET 23 NOVEMBRE 2018 DANS LA SALLE XVII, PALAIS DES NATIONS, GENEVE, SUISSE.**

**N° réf : 008/CG/SE/CC**

**Thème : « le rôle du parlement camerounais dans la promotion des droits de l’Homme, de la démocratie et de l’Etat de droit »**

Le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l’Homme a l’honneur d’inviter les universitaires, les experts et les organisations non gouvernementales à participer à la deuxième session du forum sur les droits de l’Homme, la démocratie et l’état de droit.

Le Conseil des droits de l’Homme dans sa Résolution 28/14 mettait en place le Forum dans le but : « d’offrir un espace de promotion du dialogue et de la coopération concernant les questions ayant trait aux relations entre ces domaines ; recenser et analyser les pratiques optimales, les problèmes rencontres et les possibilités à exploiter qui se dégagent de l’action menée par les Etats pour garantir le respect des droits de l’Homme, de la démocratie et de l’Etat de droit ».

En effet, l’Association Nationale pour la Promotion et la Protection des Droits de l’Homme (ANAPRODH) devenue le Centre International de Promotion et de Protection des droits de l’Homme (CIPRODH) dans ses missions de promotion des droits de l’Homme au Cameroun et partout dans le monde avait réalisé une étude sur la collaboration entre le HCDH et le parlement camerounais notamment l’Assemblée nationale. Il ressortait de ce travail que le parlement camerounais devait renforcer son dispositif de protection des droits de l’Homme au niveau de l’Assemblée Nationale.

Nous allons donc cette fois étendre notre contribution sur les fonctions de l’Assemblée Nationale camerounaise au niveau de la promotion non seulement des droits de l’Homme, de la démocratie mais également de l’Etat de droit. Cependant, Nous allons également mentionner les exemples de bonne pratiques et les problèmes rencontrés ainsi que les possibilités à exploiter pour améliorer ces domaines. Pour sortir de ce travail, nous conclurons avec des recommandations pour une amélioration des missions du parlement camerounais.

1. **Les fonctions de l’Assemblée Nationale camerounaise dans la promotion des droits de l’Homme**

Le parlement camerounais comprend deux chambres à savoir l’Assemblée nationale et le Sénat[[1]](#footnote-1). La chambre haute du parlement représente les collectivités territoriales décentralisées qui sont les Communes et les Régions. Elles n’ont pas de compétences en matière de droit de l’Homme.

Néanmoins, la chambre basse est organisée de telle sorte que ses compétences lui permettent de promouvoir et de protéger les droits humains. L’Assemblée Nationale du Cameroun comprend une Commission des droits de l’Homme et des libertés avec 20 membres tous élus pour un mandat d’un an renouvelable[[2]](#footnote-2).

A ce titre, la commission en charge des droits de l’Homme au niveau de l’Assemblée Nationale du Cameroun est compétente pour se prononcer sur les questions liées à la Constitution, aux statuts des personnes, au règlement, à la justice et aux collectivités territoriales décentralisées. Elle est spécialisée sur les questions nationales relatives aux droits de l’Homme. Cependant, lorsque des facteurs exogènes interviennent selon les situations, cela peut avoir une incidence sur ses voisins les plus proches. Dans ce cas,  la commission se réfère à une organisation sous régionale pour traiter de la question. A ce moment, elle n’est plus compétente.

La contribution du parlement camerounais ne se limite pas seulement au niveau des droits de l’Homme. Elle couvre aussi la démocratie en général.

1. **L’apport du parlement à la démocratie camerounaise**

La Constitution camerounaise prévoyait depuis 1996 un parlement bicaméral comprenant une Assemblée Nationale et un Sénat. C’est le 14 Avril 2014 que les premiers sénateurs ont été mis en place afin de compléter les institutions parlementaires alors prévues. Ainsi le parlement a donc pour rôle de légiférer et de contrôler l’action du gouvernement. La chambre haute qui est représentée par le Sénat assure beaucoup plus un rôle de représentation des collectivités territoriales décentralisées à savoir les Communes et les Régions.

En effet, le bicamérisme du parlement camerounais est un avantage dans la démocratie camerounaise ; dans la mesure où les intérêts des individus et des collectivités sont mieux assurés à travers le mécanisme de double votation de la loi[[3]](#footnote-3). En plus, les représentants du peuple et des collectivités ont la possibilité de contrôler l’action des gouvernants par le biais des questions écrites et orales adressées au membre du gouvernement.

La notion d’état de droit est mise en exergue au niveau du parlement camerounais

1. **La mise en œuvre de l’état de droit au niveau du parlement camerounais**

Un Etat de droit ("Rule of Law" en anglais) est un système institutionnel dans lequel la puissance publique est soumise au droit. Il est fondé sur le principe essentiel du respect de ses normes juridiques (ou "primauté du droit"), chacun étant soumis au même droit, que ce soit l'individu ou bien la puissance publique. Il est donc possible pour un particulier de contester les actions de l'Etat ou d'un dirigeant politique s'il les considère comme illégales.

A début du XXe siècle, le juriste autrichien Hans Kelsen (1881-1973) a défini l'Etat de droit comme un "Etat dans lequel les normes juridiques sont hiérarchisées de telle sorte que sa puissance s'en trouve limitée".

L'Etat de droit est caractérisé par :

une hiérarchie des normes, où chaque règle tire sa légitimité de sa conformité aux règles supérieures, une séparation des pouvoirs, organisée par une Constitution, notamment l'indépendance du pouvoir judiciaire par rapport aux pouvoirs exécutif et législatif, l'égalité de tous, personnes physiques ou morales, devant les règles de droit, la soumission de l'Etat, considéré comme une personne morale, au respect des règles de droit, la responsabilité des gouvernants, face à leurs actes ou décisions.

L'Etat de droit est d'abord un modèle théorique d'organisation des systèmes politiques, considéré comme la principale caractéristique des régimes démocratiques. Il s'oppose au despotisme ou au régime de police où règne un arbitraire sans possibilité de recours. A l'inverse, un Etat de droit n'est pas nécessairement un régime démocratique. On oppose aussi habituellement la notion d'Etat de droit à celle de raison d'Etat.

En ce qui concerne le parlement camerounais, il faut dire qu’il est à l’origine des textes qui organisent l’égalité de tous devant la loi, l’indépendance entre le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire, l’organisation des juridictions administratives, judiciaires et des comptes. C’est devant le parlement que les ministres rendent compte de leur gestion à chaque session, surtout lors de la session budgétaire au mois de novembre.

1. **Les exemples de bonnes pratiques rencontrées au sein du parlement camerounais**

Les exemples de bonnes pratiques rencontrées au sein du parlement camerounais peuvent être mentionnés. Il s’agit de :

* La limitation du mandat des membres de la commission des droits de l’Homme et des libertés de l’Assemblée Nationale
* La diversité dans la composition et les statuts des membres de la commission en charge des droits de l’Homme : les experts en droit, les hommes, les femmes, les représentants des partis politiques…
* Le renouvellement du bureau du parlement chaque année en session de mars

1. **Les difficultés rencontrées par l’Assemblée Nationale**

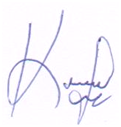
S’agissant des difficultés ou des limites à apporter dans les missions de l’Assemblée Nationale camerounaise au niveau de la promotion des droits de l’Homme, la démocratie et l’état de droit, il faut préciser plusieurs choses à savoir :

* La majorité écrasante des députés du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) au sein de l’hémicycle, ce qui facilite l’adoption des projets de lois du gouvernement ayant une majorité présidentielle.[[4]](#footnote-4)
* Le manque de définition des compétences de la commission en charge des droits de l’Homme et des libertés dans la loi portant règlement de l’Assemblée Nationale.
* Le contrôle de la diplomatie parlementaire par le gouvernement

1. **Recommandations de l’ANAPRODH pour une meilleure contribution du parlement camerounais dans la promotion des droits de l’Homme, de la démocratie et de l’Etat de droit**

Au regard des différentes difficultés que rencontre le parlement camerounais et dans l’optique d’améliorer son apport dans les divers domaines étudiés, il serait judicieux de :

* changer la dénomination de la Commission des Lois Constitutionnelles, des Droits de l’Homme et Libertés de l’Assemblée Nationale en adoptant l’appellation exclusive «  Commission des droits de l’Homme et libertés ».
* définir les attributions de la commission en charge des droits de l’Homme dans la loi N° 73/1 portant règlement de l’Assemblée Nationale.
* prévoir une compétence directe de réception des plaintes individuelles et de traitement des dossiers en rapport avec les droits de l’Homme pour ladite commission.



**Yaoundé le 03 avril 2018**

**Conçu et présenté par ANAPRODH.**

1. Article 14 alinéa 1 de la Constitution du Cameroun [↑](#footnote-ref-1)
2. Article 21 de la loi N°73/1 du 8 Juin 1973 et ses modifications subséquentes portant Règlement de l’Assemblée nationale [↑](#footnote-ref-2)
3. Vote de la loi au niveau de l’Assemblée nationale et ensuite au Sénat avant validation par le président de la République dans un délai de 15 jours sous peine de caducité [↑](#footnote-ref-3)
4. Le gouvernement est à majorité constitué des membres du parti RDPC [↑](#footnote-ref-4)